

Paris, le 29 juin 2010

**Le Gouvernement veut en profiter pour « moderniser le statut » des IEG
et remettre en cause le 1% activités sociales des salariés !**

FO Energie et Mines vient de recevoir un courrier du Ministre Borloo engageant les partenaires sociaux à « moderniser le fonctionnement des institutions sociales de branche ». Cela concerne en particulier l'assiette du financement, c'est-à-dire le 1% Activités Sociales mais aussi le fonctionnement, et le statut juridique des institutions sociales pour « les adapter à la réalité du contexte énergétique actuel » ! Rien que cela !

Ce point est directement lié à une des dispositions de la loi NOME imposant à EDF de céder 25% de droits de tirage sur ses centrales nucléaires au profit des autres fournisseurs. Du fait de cette disposition et de la perte de clientèle qui en résulte, EDF veut réduire en proportion le niveau du 1% qu'il verse puisque ce prélèvement est assis sur les ventes aux clients finals.

De leur côté, les entreprises qui vont gagner des clients ne semblent pas prêtes à vouloir prendre en charge ce 1% ! Elles veulent l'énergie mais pas les obligations qui vont avec !!!

Tout cela est une nouvelle illustration des dégâts provoqués par cette loi NOME qui va pénaliser l'ensemble des salariés des IEG, qu'ils soient gaziers ou électriciens.

Plus que jamais, FO Energie et Mines demande au Gouvernement de retirer un texte aussi néfaste et engage l'ensemble du personnel à signer la pétition nationale FO Energie et Mines exigeant son retrait !